

A propos des grèves belges

1932

Paru dans Les Cahiers du bolchevisme (organe théorique du PCF)

BELGICUS

Les ouvriers belges en lutte

Les "Cahiers du Bolchevisme", 7e année
numéro 14 15/07/1932

Sous l'effet de la crise économique de plus en plus aiguë, la misère et les souffrances des masses s'accroissent sans cesse. Mais en même temps leur mécontentement et leur indignation croissent et se développent leur volonté, confuse encore, de mettre fin, une fois pour toutes, à cette " horreur sans fin " qu'est devenue leur existence quotidienne.

Louis Piérard, député social fasciste du Borinage cite les ouvriers les plus " réformistes " qui disent : " Nous n'en pouvons plus. Ce n'est plus tenable. Mieux vaut mourir en combattant. "

Le spectre de la révolution rôde par le monde...

Cette fois l'explosion vient de se produire en Belgique, cet " Etat modèle, cet Eldorado monarchique avec la base démocratique la plus large ", selon l'expression de Marx.

Les mineurs du Borinage appartenant en majorité aux syndicats réformistes, et depuis longtemps à l'avant-garde du mouvement ouvrier en Belgique, ont commencé.

Depuis le début de la crise qui frappe particulièrement la Belgique fortement industrialisée et exportant une grande partie de sa production, les chefs du Parti Ouvrier leur prêchent patience, les empêchent de lutter contre les réductions des salaires consécutives, brisent leurs grèves spontanées comme c'était déjà le cas en 1929 et en 1930.

Les salaires des ouvriers belges appartiennent aux plus bas en Europe, même selon les statistiques du Bureau International du Travail. Depuis 1929 ils furent abaissés au Borinage de 35 %. Les chefs réformistes ont accepté toutes ces réductions réalisées par l'intermédiaire des commissions mixtes paritaires, organes officiels de collaboration des classes.

Ils les ont fait accepter à leurs troupes au nom des " sacrifices communs " pour l'industrie nationale.

Les patrons ont exigé une nouvelle réduction des salaires de 5 %. En même temps le gouvernement clérical libéral a commencé l'offensive contre les indemnités accordées aux chômeurs.

La colère est tellement forte chez les mineurs que les chefs syndicaux n'osent pas accepter de nouvelles diminutions tout en refusant de proclamer la grève. La grève éclate contre eux le 21 juin, faisant suite aux grèves partielles qui commencent déjà le 31 mai. 10.000 mineurs quittent les puits. Les chefs réformistes sont obligés de se joindre au mouvement, mais avec le seul désir de le briser... " Alors que 10.000 ouvriers étaient en grève, nous avons déclaré que nous recommencerions le travail ", déclare Delattre, chef du syndicat des mineurs à la Chambre le 12 juillet.

Mais cette fois l'ordre de reprendre le travail n'a pas été suivi, la patience des ouvriers était épuisée. Ils ont appris quelque chose depuis les dernières trahisons de leurs chefs. Loin de s'éteindre, le mouvement a rebondi avec une force décuplée. Les ouvriers ne veulent pas de réduction des salaires, ni de licenciements. Les grévistes en cortèges se rendent devant les mines et usines pour faire sortir les ouvriers. Les femmes des mineurs sont à la tête de ces cortèges. En quelques jours le mouvement s'élargit sur le Centre, Charleroi, prend des proportions énormes.

Les puits, les usines, les centrales électriques sont envahis les uns après les autres. Les forces de gendarmerie et de police, les garnisons locales sont débordées.

La ville de Charleroi est prise d'assaut par les grévistes, en dépit des barrages policiers, en dépit des charges de cavalerie. Les barricades sont élevées contre les forces de police et l'armée.

Pendant trois jours les grévistes furent maîtres de tout le pays noir du Borinage et, en partie, de celui de Charleroi.

Le gouvernement et la bourgeoisie, surpris au premier moment, se mettent à réagir avec tous les moyens à leur disposition. Une véritable mobilisation est ordonnée. Les coronas miniers sont inondés par les gendarmes et les troupes, les automitrailleuses circulent dans la région de la grève. L'état de siège est proclamé. Le parti communiste est mis, en fait, dans les régions de grève, hors la loi.

La gendarmerie et la police provoquent et attaquent les ouvriers, tirent dans la foule désarmée. Des dizaines de victimes du côté ouvrier.

Les chefs réformistes surpris eux aussi au début, sont venus au secours de la bourgeoisie menacée. Tout en prêchant la guerre contre les " émeutiers et les auteurs des désordres ", répétant des appels au calme et à la dignité, ils essaient de se mettre à la tête du mouvement pour le briser de l'intérieur.

" Nous voulons reprendre nos hommes en mains – déclare Van Walleghem, un des chefs réformistes de Charleroi – Il faut faire une discrimination entre le mouvement des émeutiers, avec lequel nous n'avons rien à voir, et que nous déplorons, et le mouvement gréviste qui peut avoir une raison. "

La Fédération socialiste et les syndicats de Charleroi proclament la grève générale afin de " reprendre leurs hommes ".

Dans le même but la Fédération socialiste " gauche " du Brabant exige la proclamation de la grève générale dans tout le pays.

Mais les ouvriers ne se laissent plus bernier par les appels au calme et à l'ordre bourgeois. En face de l'attitude de trahison de leurs chefs ils réagissent violemment. Vandervelde est conspué à Charleroi où il essayait de parler pour briser le mouvement.

L'indignation des ouvriers contre les chefs traîtres est telle que la police, sur l'appel des chefs réformistes, est obligée de protéger les maisons du peuple socialistes contre les grévistes.

Tout en désagrégeant le mouvement de l'intérieur les chefs socialistes entrent en pourparlers avec le gouvernement et les patrons miniers pour liquider la grève. Pendant que les organisations socialistes " mettent tout en œuvre pour empêcher la masse de se livrer à des excès ", l'état-major du Parti Ouvrier, le Conseil Général, réuni d'urgence le 12 juillet, rejette la proposition de la grève générale, condamne les " violences communistes " et toute grève de solidarité et réduit les objectifs des ouvriers à trois points :

a) retrait du projet et impôt sur le pain (proposé par le gouvernement et déjà retiré) ;

b) retrait de la réduction des salaires ;

c) répartition équitable et solidaire du travail entre tous les salariés.

Pas un mot sur la répression antiouvrière sauvage, aucune revendication politique.

Les séances de la Chambre consacrées à la discussion sur la grève ont fourni le tableau de l'union sacrée de tous les partis bourgeois contre les ouvriers. Delattre ne proteste pas contre l'emploi des gendarmes dans la grève, il proteste seulement contre l'envoi des gendarmes flamands en Wallonie. Il ne veut pas faire chômer les gendarmes wallons, le Conseil Général est pour une " répartition équitable du travail ".

Après une discussion fraternelle, l'ordre du jour commun a été voté. En même temps les chefs mineurs concluent l'accord avec les patrons pour retarder la réduction des salaires jusqu'au 1^{er} novembre et pour " répartir équitablement " le travail, c'est-à-dire, pour généraliser le chômage partiel, en réduisant les salaires d'une façon indirecte. Tous les mineurs doivent être réembauchés.

Les ouvriers, au moment où nous écrivons, n'entendent pas laisser briser ainsi leur grève. L'accord avec les patrons ne fait qu'ajourner la réduction des salaires. La grève s'élargit. Déjà plus de 100.000 ouvriers sont en grève, les nouvelles usines et puits adhèrent au mouvement.

La seule force qui depuis le début du mouvement s'est placée sans réserves du côté des grévistes, qui organise leur lutte, qui organise la solidarité, ce sont le Parti Communiste et l'Opposition Syndicale Révolutionnaire. Eux seuls appellent les ouvriers à l'élargissement du mouvement, leur indiquent clairement la voie de lutte intransigeante qui seule les mènera à la victoire.

C'est pourquoi toute la haine, tous les coups de la bourgeoisie et du gouvernement sont dirigés contre nos camarades belges. A l'instar de 1923, le gouvernement a fabriqué un " complot communiste " en découvrant que le parti communiste belge a des liaisons avec Moscou, siège de l'Internationale communiste. Découverte vraiment sensationnelle, montrant la stupidité et l'ignominie du gouvernement et de la " justice démocratique " belges !

Des centaines d'arrestations d'ouvriers révolutionnaires et de dirigeants communistes ont eu lieu dans tout le pays.

C'est ainsi que la bourgeoisie belge pense briser le mouvement de révolte de ses esclaves. La trahison réformiste et la répression sauvage – voici les seuls moyens qu'elle peut mettre en jeu.

Car elle ne peut donner ni du travail ni du pain aux chômeurs. Pour sortir de la crise elle ne connaît d'autres moyens que le renforcement de leur misère.

La crise charbonnière en fournit un exemple frappant :

" Si l'industrie charbonnière ne peut plus nourrir ses ouvriers, eh bien ! qu'elle meure ! " – a proclamé Delattre à la Chambre.

Seul un traître ne croyant pas à la lutte ouvrière, à la révolution socialiste, peut parler ainsi. Les communistes pensent autrement. Si les maîtres capitalistes ne savent plus faire marcher leurs puits, s'ils ne veulent pas donner de salaires suffisants à leurs ouvriers, ce sont eux qui doivent disparaître ! Les ouvriers se chargeront bien de la direction de l'industrie, et à l'exemple de leurs frères soviétiques, feront disparaître le chômage et la misère. Mais pour chasser les capitalistes, les paroles et les sermons ne suffisent pas. Seule l'action révolutionnaire des ouvriers, seul le renversement du pouvoir capitaliste créent des conditions nécessaires pour cette oeuvre.

C'est ainsi que la lutte pour le pain, dans les circonstances de la crise actuelle, pose impérieusement le problème de lutte pour l'issue révolutionnaire de la crise.

Le devoir des ouvriers de France est de soutenir de toutes leurs forces les ouvriers belges en lutte contre la bourgeoisie protégée et financée par la France impérialiste. Les communistes français doivent de même aider le plus activement les communistes belges dans leur travail difficile de libération des ouvriers belges de l'influence du puissant Parti Ouvrier, de la IIe Internationale, libération sans laquelle leur victoire sur la bourgeoisie est impossible.

R. G. RADI

Quelques enseignements de la grève belge

Les "Cahiers du Bolchevisme", 7e année
numéro 23 01/12/1932

Après plus de deux mois de lutte vigoureuse, trois mois pour le Borinage, lutte sans précédent depuis 1886, les mineurs belges rentrèrent dans les puits, trahis par la social-démocratie.

Cette bataille qui fit trembler la bourgeoisie belge comporte une série d'enseignements et de côtés positifs importants pour le prolétariat. Nous voulons en souligner quelques-uns.

De juillet 1930 à mars 1932, les 150.000 gueules noires subirent, en vertu de la convention signée entre patrons et chefs socialistes et chrétiens, cinq diminutions de salaires. Ceux-ci se trouvaient alors réduits de plus de 30 %.

En tenant compte des journées de chômage (une ou deux par semaine) bon nombre d'ouvriers du fond, hercheurs par exemple, ne touchaient hebdomadairement que 100 à 150 francs.

Certains ouvriers de la surface ne gagnaient, eux, que 17 fr. et même 12 fr. par jour dans le Limbourg. C'était partout dans beaucoup de foyers ouvriers la misère. Plus de possibilités d'acheter les vêtements, cependant indispensables, même pour les enfants et sous-alimentation.

Cette situation critique fit se développer la colère des ouvriers et quand le patronat annonça une nouvelle diminution de 5 % pour le 19 juin, cette colère s'accrut encore.

C'est dans le Borinage, fief du Parti Ouvrier belge, où la centrale socialiste des mineurs comptait 21.500 adhérents sur 24.000 ouvriers, qu'elle éclata.

Les dirigeants réformistes avaient accepté la diminution applicable le 19 juin. Les mineurs borains la repoussèrent unanimement et passant outre aux décisions du Congrès national du 29 mai déclarant qu'en " acceptant la diminution les mineurs voulaient montrer leur volonté de respecter leurs engagements ", ils préparaient la lutte sous l'impulsion des militants de l'O.S.R., du P.C. et de la Centrale révolutionnaire des mineurs, qui redoublaient d'activité pour dresser le front de lutte des ouvriers devant l'attaque patronale.

Le 20 juin au soir, la grève est décidée au cours d'un meeting du P.C., à Wasmes, groupant 2.000 mineurs. Le lendemain matin 8 puits sont désertés. Le vendredi 24, on comptait déjà 15.000 grévistes.

L'extension de la grève

Le mouvement était alors parti. Il allait englober vers mi-juillet plus de 250.000 ouvriers mineurs, métallos, verriers, carriers, textiles, traminots, etc.

C'était la première fois en Belgique que des dizaines de milliers d'ouvriers socialistes, chrétiens, inorganisés, autonomes engageaient la lutte sous la direction idéologique, sous les mots d'ordre du Parti

communiste, de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire et des syndicats révolutionnaires.

L'extension rapide du front de lutte – puisque c'est en deux jours, 7 et 8 juillet, que la grève gagna les bassins du centre et de Charleroi – est un important enseignement de cette bataille.

Les premiers grévistes ne restèrent pas inactifs. Alors que les dirigeants socialistes multipliaient leurs appels désapprouvant le mouvement, engageant les ouvriers à rester au travail, les combattants – sous la direction des militants révolutionnaires – organisaient l'action, travaillaient à son développement.

Des piquets de masse, comprenant non seulement les grévistes, mais aussi leur femme et leurs enfants, partaient dans les cités environnantes, aux puits et aux usines, appeler les ouvriers encore au travail à rejoindre le mouvement.

Un groupe de cyclistes borains se rendit dans le centre où la grève fut rapidement généralisée. Puis 1.000 grévistes en vélos partirent du centre vers Charleroi, où là aussi, en quelques heures, mines et usines furent désertées.

Dans certains centres des environs de Charleroi, c'est par groupe de 2 et 3.000 que grévistes et femmes, allaient débaucher les usines et puits encore au travail.

Dans certains centres des environs de Charleroi, c'est par groupes de Cette action des piquets de masse permit, en obtenant l'élargissement du front de combat, de faire échec aux manoeuvres de la social-démocratie et aussi aux forces policières.

Nous ne reviendrons pas sur le déroulement de la grève, chacun connaît tant les journées de lutte active de juillet, que les décisions de reprise du travail prises par les chefs réformistes pour briser la grève, décisions deux fois déjouées par les mineurs.

Résultats positifs

Le mouvement de juillet-septembre apporta de sérieux résultats positifs aux travailleurs.

Il permit en premier lieu, durant trois mois, de faire échec aux plans de famine du patronat. Les industriels de la métallurgie qui voulaient en juillet réduire les salaires, durent devant la lutte des masses, en maintenir le taux jusqu'au 1er novembre.

Le gouvernement qui de son côté voulait appliquer une taxe sur la farine, taxe qui amènerait une augmentation du prix du pain, qui entendait aussi réduire les allocations de chômage, fut contraint devant l'action ouvrière d'ajourner ses projets.

Les mineurs pouvaient de leur côté arracher la victoire totale. Déjà en juillet, les patrons manœuvraient pour obtenir la reprise du travail, laissant entrevoir la possibilité d'accorder quelques avantages.

En septembre, le charbon domestique manquait, les commandes s'entassaient, les clients voulaient se fournir à l'étranger. La situation devenait telle que la victoire des mineurs n'était plus qu'une question de jours, de quelques semaines au maximum.

Pris à la gorge le patronat allait capituler.

C'est à ce moment précis que la social-démocratie pour " donner au pays la tranquillité dont il avait besoin " – Delattre, chef du syndicat réformiste des mineurs, dixit – accentua ses manœuvres et put imposer la reprise du travail.

" Les patrons ont fait d'importantes concessions " écrivit alors la presse bourgeoise, avouant implicitement que par la grève, par l'action vigoureuse, les mineurs avaient obligé leurs exploiters à opérer un certain recul.

Une brèche dans l'influence sociale-démocrate

La grande bataille des ouvriers belges engagée sous la direction idéologique du parti communiste fut aussi d'un sérieux enseignement politique pour les travailleurs wallons et flamands.

Elle permit de justifier la politique et la tactique des organisations révolutionnaires et de condamner celles de la social-démocratie.

" On ne peut pas lutter en période de crise. " " Faire grève quand il y a 4 millions de tonnes de stock c'est aller au suicide " affirmaient les dirigeants socialistes. La grande bataille de 1932 a bousculé, renversé ces affirmations, elle montre que non seulement on peut lutter mais encore que l'on peut vaincre, ainsi que l'affirmaient les organisations révolutionnaires.

La grande lutte des ouvriers belges a encore permis à des milliers et des milliers d'ouvriers socialistes et en partie même à des ouvriers chrétiens, de comprendre, de juger la politique de trahison menée par leurs chefs et le P.O.B. Des milliers et des milliers d'ouvriers se libèrent de l'emprise néfaste de la politique et de l'idéologie social-démocrate et se tournent vers les organisations révolutionnaires dont l'action durant la lutte leur a prouvé qu'elles étaient capables de les mener à l'action, à la victoire contre leurs exploiters.

La bataille de 1932 a fait une première brèche dans l'influence de la social-démocratie parmi le prolétariat de l'industrie lourde. Elle représente un coup formidable à la politique de paix " sociale " prêchée pendant des années par le P.O.B. et les démocrates chrétiens.

Les ouvriers ont repris confiance

Depuis la fin de la grève d'ailleurs les nombreux mouvements partiels qui se déroulèrent montrent que les mineurs belges ont repris confiance en eux-mêmes, en leurs forces. Le temps n'est plus maintenant où, influencés par les théories social-démocrates, ils courbaient l'échine à chaque provocation patronale, se pliaient à chaque attaque contre leurs conditions de travail et de vie.

Dès le jour de la reprise du travail, cette confiance se manifesta. Les mineurs ne rentraient pas vaincus dans les puits, ils y retournaient avec un esprit nouveau, une volonté acquise au cours des dures journées de lutte écoulées. Ils n'étaient plus courbés devant l'attaque, ils relevaient la tête, ils ripostaient.

Des grèves se déroulèrent dans le Borinage, le Centre, Charleroi, Liège contre la répression patronale, contre les diminutions de salaires opérées sous différentes formes (déclassements, diminution du prix des tâches, etc.

La plus récente, celle du puits Ste Marguerite à Liège (fin octobre), partie contre une amende de 5 % frappant un ouvrier " pour insuffisance de production ", dirigée par nos camarades, se termina par une victoire.

Enfin, le Congrès d'unité des mineurs tenu le 30 octobre à Charleroi, groupant 110 délégués dont 14 socialistes, 6 autonomes, 6 inorganisés, adopta des résolutions claires en vue de la réalisation du front unique de lutte sur la base des revendications dans chaque puits et pour conquérir les ouvriers encore trompés par les dirigeants socialistes et chrétiens.

Les élections communales

Quelques semaines après la fin de la grande grève les élections communales se déroulaient en Belgique. L'examen des résultats montre une importante avance communiste dans les régions où se déroula la grande grève de juin septembre.

Dans l'ensemble du pays, notre Parti frère passe de 66.000 voix en 1926 à 109.000 en 1932.

Dans le Hainaut (englobant les bassins de Charleroi, Borinage, Centre) nous passons de 10.954 voix et 5 élus, à 33.136 avec 27 élus. Dans la province de Liège, de 21.970 et 12 élus à 33.803 et 20 élus.

Dans le fief socialiste du Borinage, nous passons de 976 voix en 1926 à 6.271 et obtenons 8' élus. Et notre avance s'opère dans bon nombre de communes des bassins miniers au détriment des socialistes.

Les élections communales marquent, bien que nous ne présentions de candidats que dans 135 communes sur plus de 3.000, une incontestable avance communiste. Les élections générales qui se dérouleront à la fin du mois, certainement, l'accentueront encore.

Aux militants et organisations révolutionnaires de Belgique d'accentuer leur travail pour élargir la brèche faite au cours de la grève de juin-septembre dans l'influence de la social-démocratie chez les ouvriers de l'industrie lourde.

La préparation et l'organisation des luttes prochaines des métallurgistes et des mineurs, des textiles et des cheminots, des chômeurs, etc., doit permettre de consolider le travail de front unique commencé et aussi de gagner des milliers de nouveaux combattants à la lutte révolutionnaire.

BELGICUS

L'expérience de la grande grève belge

Les "Cahiers du Bolchevisme", 7e année
numéro 24 15/12/1932

L'article du camarade Radi dans le dernier numéro des Cahiers donne un aperçu général du récent mouvement gréviste en Belgique. Il importe maintenant de tirer quelques enseignements concrets de ce grand mouvement, qui a fait trembler la bourgeoisie belge et ses serviteurs socialistes.

Comme notre article doit compléter celui du camarade Radi, nous ne soulèverons plus les questions touchées par lui.

La préparation

Emile Vandervelde, président de la IIe Internationale et leader du P.O.B., tentant par tous les moyens de minimiser le rôle que le Parti communiste de Belgique et les organisations révolutionnaires ont joué pendant les événements de juin juillet, a baptisé tout le mouvement " vague de fond ". Ainsi, d'après lui, tout s'explique. Les ouvriers ont subitement compris leur misère, sont partis en grève sans mot d'ordre, sans direction, c'est pourquoi ils ont commis quelques " barbaries " (incendié le château du directeur de l'usine métallurgique " La Providence " à Marchienne-aux-Ponts), ont employé la violence (lutte contre les jaunes et les gendarmes), etc. Et seulement l'intervention " salulaire " des chefs réformistes et socialistes a donné aux ouvriers une direction et des mots d'ordre clairs.

Les choses, ainsi expliquées, sont une déformation de la réalité.

Dès le début du mois de juin notre Parti frère et les organisations révolutionnaires ont appelé les mineurs à préparer la lutte contre la nouvelle diminution des salaires, annoncée par les barons de la houille. Dans toutes les régions minières les meetings et réunions, organisés: par la Centrale Révolutionnaire des Mineurs et l'Opposition Syndicale, attiraient des milliers de mineurs. Les mots d'ordre étaient clairs: contre toute diminution des salaires, contre le rapport Franqui (proposant une attaque contre les assurances sociales, les pensions de guerre, de vieillesse, etc.), contre la rationalisation capitaliste. Les moyens et les méthodes de lutte préconisés par les organisa' révolutionnaires: réalisation du front unique de lutte de tous les ouvriers, sans distinction de parti, en créant des comités de puits de mineurs.

Le Parti s'est posé quelques objectifs précis : organiser la résistance dans quelques puits, qui entraîneraient, par la suite, les autres régions. Dès la publication de la diminution des salaires de 5 %, décidée pour le 19 juin par la Commission nationale mixte des mines à l'unanimité, DONC AVEC LE CONSENTEMENT DE DELATTRE, MESTER ET AUTRES CHEFS RÉFORMISTES, les organisations révolutionnaires ont concentré leur effort surtout dans la région du Borinage, et le 20 juin, déjà, quelques puits étaient en grève. Une large distribution d'affiches, de papillons, de tracts, un nombre considérable de meetings et réunions devant les puits ont permis à nos militants de mobiliser les mineurs pour la lutte. Cela était donc le premier résultat de l'activité du Parti communiste et des organisations syndicales révolutionnaires.

Après quelques jours de bataille les grévistes rentrent au travail, pour en sortir, par la suite, en masse plus compacte. En juillet tout le bassin du Borinage, cette forteresse des socialistes où 85 % des mineurs sont syndiqués, était en grève.

La direction indépendante de la lutte

Dans quelle mesure notre Parti frère a-t-il réussi à réaliser la direction de la lutte par les ouvriers eux-mêmes? Des organes de direction de lutte indépendante sont les comités de grève d'usine ou de puits élus par tous les ouvriers, sans distinction de parti. Les communistes doivent être les animateurs, l'âme d'une telle direction.

A l'initiative du Parti communiste et des organisations syndicales révolutionnaires, des comités de grève ont surgi un peu partout. Organisés chaotiquement, au début surtout à la base du lieu d'habitation, les comités de grève se transforment par suite, en différents endroits (Liège, Charleroi, Centre) en comités de grève par puits, qui dirigent la grève (organisation de piquets de grève, récolte des fonds, discussion sur la situation, etc.) Le comité régional de grève dirige le mouvement dans le bassin. La Conférence nationale des comités de grève, tenue à Seraing, a élu un Comité central de grève, élargi ensuite à la deuxième et troisième conférence de Charleroi.

De telle façon on avait abouti à une direction centrale de la grève. Ce fait mérite d'être retenu par nos militants. Dans les batailles qui approchent, une direction centrale, comme émanation des comités de grève d'usine et de puits, exprimant les aspirations des travailleurs par des mots d'ordre justes, peut décider du résultat de la lutte. Les communistes, répétons-le, doivent être les animateurs, les premiers sur la brèche, dans une telle direction.

Les nouvelles méthodes de lutte

Une des caractéristiques du mouvement gréviste de juin juillet est la rapidité foudroyante de son élargissement. Parti du Borinage il s'étend à la région du Centre et fait ensuite " tache d'huile " sur le bassin de Charleroi. Peu après l'importante région industrielle de Liège se joint au mouvement. La vie industrielle de Belgique (mines, métallurgie, carrières, une partie du transport et de l'électricité) était arrêtée.

Comment était-il possible en deux jours d'élargir le mouvement?

Tandis que les chefs réformistes étaient en pourparlers avec les barons des mines dans la Commission régionale des mines de Mons pour aboutir à un accord de trahison qu'ils qualifiaient de " victoire ", les militants révolutionnaires organisent l'envoi d'une délégation dans le proche bassin du Centre. Quelques dizaines de grévistes se sont donc rendus à vélo dans le Centre où un meeting enthousiaste a eu lieu devant la Maison du Peuple (socialiste). A l'unanimité les mineurs, les métallurgistes et autres ouvriers présents acclament la grève sous les mots d'ordre du Parti communiste. (Fait caractéristique : les bonzes réformistes, avec un député socialiste en tête, devant la poussée des masses, se déclarent d'accord avec la grève et contre la diminution de 5 % du 19 juin, qu'ils ont acceptée à la Commission régionale des mines. Le Peuple socialiste, du lendemain, fut même obligé de publier l'ordre du jour de ce meeting,

dirigé nettement contre la politique de trahison des chefs socialistes).

Après le meeting une manifestation de plusieurs milliers de grévistes parcourt toutes les localités environnantes et arrête partout le travail dans les usines et puits. Les directeurs et ingénieurs affolés supplient les ouvriers de rester au travail encore un jour pour régler le " conflit ", mais les manifestants sont irréductibles. Même le fameux baron Boël, qui n'a, d'habitude, que du dédain pour les délégations ouvrières, demande humblement une " trêve " ou au moins, de laisser au travail les ouvriers des hauts fourneaux. Rien n'y fit. " Grève partout ".

Le lendemain toute la région du Centre était en grève. Même les tramways s'étaient joints au mouvement.

Le même jour, à l'initiative de militants révolutionnaires, une " excursion " de 1.000 cyclistes se rend dans la région de Charleroi. Partout, sur leur parcours les mineurs, les métallurgistes et autres quittent le travail et se dirigent en masse vers Charleroi. Là, déjà, la police était mobilisée, mais les manifestants ont vite eu le dessus et purent marcher vers la ville. Une première bagarre sérieuse a eu lieu devant l'usine métallurgique la " Providence ", à Marchienne-aux-Ponts, où les gendarmes gardaient l'entrée. Les manifestants, exaspérés, ont mis le feu au château du directeur de la " Providence ", qui est connu pour sa brutalité envers les ouvriers.

Comme on voit, le vélo, ce moyen populaire de locomotion, a beaucoup contribué à l'élargissement de la lutte. Le gouvernement l'a bien compris et sa première mesure, après l'envoi de gendarmes dans les régions en grève, était d'interdire l'emploi de vélos et motocycles.

La lutte contre les jaunes

Dans ce domaine également nous pouvons apprendre quelque chose des grévistes de Belgique. Au Borinage cette lutte était implacable et efficace. Les maisons des porions briseurs de grève étaient constamment badigeonnées de goudron, les vitres volaient en éclat, les récidivistes étaient sérieusement contusionnés.

Des piquets de grève de masse (surtout au Borinage) surveillaient étroitement les abords des puits et tous les chemins y menant. A Charleroi, écrivaient les journaux, les grévistes avaient déshabillé un jaune et l'ont frappé avec des orties. Ce briseur de grève, évidemment, n'est pas revenu le lendemain au travail. Ailleurs les manifestants parcourent la ville avec, au milieu, un jaune, portant une inscription: " Je suis un lâche, un traître ". Ce " lâche " n'a plus recommencé.

Il faut noter que les patrons essaient toujours pendant une grève avec l'aide des jaunes de mettre en marche une petite partie de l'usine pour impressionner ainsi les grévistes et briser la lutte. C'est pourquoi la lutte implacable contre les briseurs de grève revêt une si grande importance.

Le rôle des femmes

Les femmes ont joué un rôle héroïque dans le mouvement. Partout elles étaient l'élément stimulant de la lutte. Elles marchaient à la tête des manifestations, luttaient contre les gendarmes, dirigeaient parfois les piquets de grève.

Ainsi au Borinage les femmes des mineurs restaient toute la nuit avec leurs maris devant les puits pour empêcher les jaunes de se rendre au travail. Des femmes se mettaient sur les rails des tramways pour empêcher la circulation. Les femmes organisaient même des réunions spéciales pour discuter de la grève, provoquant les foudres et la fureur des chefs réformistes qui clamaient que la place des femmes est " aux casseroles, elles ne doivent pas s'occuper de politique ".

La bourgeoisie a autrement exprimé sa fureur pour l'activité des femmes pendant la grève. Des dizaines de ces héroïques femmes ont été durement frappées par la justice bourgeoise. Une d'elles, Madeleine De Wulf, a été condamnée par le tribunal de Charleroi à plus de deux ans de prison.

Nous avons, jusqu'ici, totalement sous-estimé le rôle important que la femme peut et doit jouer dans les luttes ouvrières. Que les luttes héroïques de Belgique soient pour nous un exemple et un avertissement !

Les chefs réformistes

Surpris et affolés par l'explosion de la colère ouvrière, les chefs socialistes et réformistes ont perdu la tête au début. Les dirigeants, à Bruxelles, se demandaient anxieusement comment cela finira-t-il. Ceux de régions en grève tremblaient pour leur peau. En effet, de violentes bagarres ont eu lieu devant le Palais du Peuple de Charleroi entre une énorme foule de grévistes et les gendarmes appelés par les chefs réformistes enfermés dans le Palais. Le Conseil général du Parti ouvrier belge avait dépêché sur place Vandervelde en personne pour " calmer les esprits ".

Le président de la IIe Internationale voulait parler du haut du balcon du Palais du Peuple. Les " émeutiers " – comme disait le Peuple – l'ont empêché de parler et l'ont engagé de venir dans leurs rangs se battre avec la police, s'il est vraiment avec les ouvriers, comme il prétendait. Le ministre d'Etat " socialiste " préférait faire appel à la police pour dégager le Palais du Peuple des ouvriers, avec l'argent desquels ce Palais était construit.

Mais les gens du P.O.B. se sont vite ressaisis. Ils ont élaboré un plan de trahison, méthodiquement appliqué par la suite. Leur tactique variait d'une région à l'autre. Ainsi, dans le Centre, comme nous l'avons déjà mentionné, ils se sont déclarés d'accord avec les revendications et mots d'ordre dirigés contre la politique de la Centrale réformatrice des mineurs. A Charleroi, ils ont proclamé la grève générale... quand toutes les usines et puits étaient déserts depuis deux jours déjà et les ouvriers se battaient dans la rue avec la police et les gendarmes.

Leur politique générale consistait en ceci : tout d'abord, rompre le front de bataille, ensuite épuiser ceux qui resteront encore en lutte. Il faut dire qu'ils ont dans une grande mesure réussi.

Les métallurgistes, se joignant aux mineurs en lutte, ont posé leur propre revendication : retrait de la diminution de 5 % (en deux paliers), dont 2 s/2 % étaient déjà affichés (toujours avec l'accord des dirigeants réformistes de la Centrale des métallurgistes). Devant la violence de l'attaque ouvrière, les patrons de la métallurgie ont été obligés de suspendre l'application de cette diminution. C'était une grande victoire, parce que, pour la première fois, les patrons ont suspendu une diminution des salaires, acceptée par les " ouvriers " (c'est-à-dire par les chefs réformistes) et affichée déjà.

Le Conseil général du P.O.B. et la Commission syndicale (C.G.T. belge) ont alors lancé le fameux manifeste déclarant la grève finie et appelant les ouvriers à rentrer au travail. Les métallurgistes sont donc rentrés, tandis que les mineurs décidaient de continuer la lutte. Les vaillants mineurs se sont trouvés ainsi, par la tactique criminelle des chefs socialistes et réformistes, isolés dans la bataille. Deux fois ont-ils encore par la suite crié " victoire " après avoir signé des pactes de trahison avec les barons des mines, mais les mineurs repoussaient chaque fois ces pactes.

Une période de sabotage de la grève et de manœuvres commence. Sabotage de la solidarité nationale et internationale (les bourgmestres (maires) socialistes de la région de Charleroi ont interdit l'action de solidarité du S.O.I.), sabotage de la lutte contre la répression féroce du gouvernement, calomnies sur les militants révolutionnaires, exclusion des éléments révolutionnaires des syndicats -- tout était mis en œuvre pour affaiblir la lutte, pour épuiser les mineurs et les obliger, par la faim, de prendre de chemin des puits.

Ainsi la pratique a une fois de plus démontré la justesse de la caractéristique des chefs socialistes et réformistes se mettant à la tête des grèves pour les étrangler, caractéristique donnée par le Ve Congrès de l'I.S.R.

Nos faiblesses et nos fautes

Nous voulons indiquer brièvement quelques fautes et faiblesses commises par nos camarades belges pour en tirer des enseignements pour nous. D'après la résolution du C.C. du P.C.B., ces fautes se résument en ceci :

1. Sous-estimation du rôle de la main-d'œuvre immigrée. En effet, la main-d'œuvre immigrée forme une masse compacte en Belgique. D'après les journaux bourgeois, 25.000 ouvriers immigrés travaillent dans les mines (sur 138.000). Or, notre parti frère n'a pas accordé toute l'attention nécessaire à cette importante fraction de la classe ouvrière. Le matériel en langue étrangère manquait souvent, la lutte contre les expulsions était insuffisante.

En France, le problème de la M.O.I. revêt une plus grande importance encore vu le nombre et la concentration plus grande des ouvriers immigrés et vu le fait que les organisations fascistes sont plus fortes et plus nombreuses qu'en Belgique.

2. La lutte contre la répression, contre l'état de siège et le " complot " n'était pas menée avec assez de vigueur, surtout au début du mouvement. La réaction contre la subite mise en illégalité (en fait) du P.C.B. n'était pas assez violente.

La bourgeoisie tente, pendant chaque grande action de la classe ouvrière, de nous couper des masses. Il faut toujours prévoir cette attaque et prémunir nos organisations contre elle.

3. Un libéralisme pourri vis-à-vis des trotskistes a été constaté, surtout dans la région de Charleroi. Là, en effet, les trotskistes ont encore un syndicat (à Gilly). Ils menaient une campagne démagogique sous le manteau du " communisme " (leur leader a été arrêté pendant l'affaire du " complot ", mais peu après relâché). Ils profitaient de la sympathie des ouvriers pour le communisme pour les mener dans les bras de Vandervelde. Leur mot d'ordre était :

Faisons le front unique avec les chefs socialistes (qui étaient contre la grève !), alors on vaincra. A la fin, ils se sont complètement démasqués (à la troisième conférence des Comités de grève) comme des défaitistes et saboteurs de la grève.

4. Faible travail antimilitariste, quoique la situation exigeait son renforcement. Le gouvernement avait envoyé surtout des régiments flamands dans les régions en grève. Plusieurs cas de fraternisation entre grévistes et soldats ont été signalés. Mais, en général, notre parti frère et les J.C. de Belgique ont d'une façon très faible réagi sur ces faits, tandis que les Jeunesses socialistes les ont utilisés pour mener une campagne démagogique pacifiste de " gauche ".

Conclusions

Malgré ces fautes et faiblesses, la grande grève belge est, sans aucun doute, la bataille de classe la plus importante en 1932. Cette bataille a démontré aux prolétaires que, tandis que la politique réformiste de soumission aux exigences de la bourgeoisie apportait aux ouvriers la misère, les brimades, les diminutions de salaires, la lutte révolutionnaire, la lutte directe, la grève, sous une direction révolutionnaire et des mots d'ordre justes, en un mot la politique préconisée par l'Internationale communiste, peut seule mener le prolétariat à la victoire.

Le Parti communiste de Belgique et toutes les organisations révolutionnaires sont sortis de cette bataille renforcés, tant du point de vue idéologique que d'organisation. Des milliers de nouveaux militants, animés d'un enthousiasme révolutionnaire, sont venus renforcer les rangs des organisations révolutionnaires (dans la seule région du Centre, le nombre des membres du P.C.B. est passé de 51 à 550). Les éléments opportunistes, hésitants, habitués à la routine, sont battus en brèche. Les succès électoraux du Parti, surtout dans les régions de grève – Hainaut et Liège, où le parti a doublé ses voix depuis 1929 – montrent la poussée des masses vers le parti. Le Parti communiste mobilise les travailleurs pour les nouvelles luttes contre la politique de misère et de guerre de la bourgeoisie belge, soutenue par les chefs réformistes.

Nous devons étudier et approfondir les expériences du mouvement héroïque de la classe ouvrière de Belgique pour s'en inspirer pendant les luttes prochaines.